

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°106 – Vendredi 28 janvier 2000.

ON A BESOIN DE VOUS.

Dans ce numéro

1- ATTAC dans tous les sens.
2- Equateur : appel à l aide
3- Pour l Humanité, contre le néolibéralisme
4- Marches mondiales des Femmes de l an 2000
5- « Motion Tobin » en Angleterre.
6- Développements en Allemagne.
7- Rendez-vous avec ATTAC

En bref...

On a besoin de vous. Soutien à ATTAC Tunisie, Colloque de Morsang, manifestations le 05 février, débats et fêtes (Lire ATTAC dans tous les sens). En Equateur la démocratie écrouée, poursuivie... empêchée (Lire Equateur : appel à l aide). Pour l Humanité ont-ils dit à Santa Maria de Belém le 05 janvier dernier (Lire Pour l Humanité, contre le néolibéralisme). Solidarité et égalité sont les moteurs des actions qui s engagent cette année grâce aux Marches mondiales des femmes de l an 2000 (lire article du même nom). Tandis que malgré l échec au Parlement européen, Tobin réapparaît à la Chambre des Communes de Grande Bretagne... (Lire « Motion Tobin » en Angleterre) Pour un contrôle démocratique des marchés financiers : c est un réseau qui vient de se créer en Allemagne suite à une conférence réunissant 50 organisations (Lire Développements en Allemagne). On a vraiment besoin de vous...

ATTAC dans tous les sens

Il s en passe des choses et vous pouvez agir, participer, nous aider. A l image de notre Courriel d Information que nous sommes quelques-uns à confectionner bénévolement, à chacun de se tenir informer, d engager la discussion, l action et de contacter les uns ou les autres pour aller plus loin ensemble. Nous ne sommes pas un journal comme les autres. Nous vous invitons à agir, à prendre conscience en vous donnant accès à l Information brute si possible (d où sans doute la longueur de chacun de nos numéros) tout en vous proposant de pousser plus avant suivant vos goûts, de former vos expertises, d engager le débat. Nous ne sommes pas à proprement parlé des journalistes dans l équipe du Grain de sable, nous sommes des passeurs d Information... A vous de « faire sens » et de vous en servir pour progresser et donner de la pertinence à vos actions.

Le vote récent au Parlement européen nous prouve justement que nos actions avancent avec difficulté, mais qu elles progressent tout de même grâce au formidable réseau international et citoyen qui commence à se mettre en place et dont vous faites partie. Nous devions publier la déclaration de l association ATTAC à ce propos aujourd hui, regrettant les résultats de ce vote, rendant compte de l état de fait qu il provoque, espérant que les prochaines échéances de cette année nous donnent satisfaction. Un contre-temps fâcheux nous oblige à vous donner rendez-vous dans notre prochain numéro.

Par contre, il s en passe des choses et vous pouvez agir, participer, nous aider. Les déboires récents avec les autorités tunisiennes de M Daniel Mermet, membre fondateur d ATTAC et chroniqueur radio bien connu, nous amène à vous rappeler qu ATTAC Tunisie, RAID, a besoin de vous pour exister et qu une vaste campagne de soutien initiée par un groupe local, soutenue par l association entière, se déroule en ce moment. Pour plus de détails merci de contacter : raid.rhone@attac.org

Agir ensemble, réfléchir, débattre... Ce sont les implications de la mondialisation dans le local qui sont sur la sellette ce week-end et vous pouvez venir nous rejoindre ou cet après-midi



ou samedi matin ou samedi après-midi comme vous le voulez. Inscription, programme, trajet pour le colloque national de Morsang sur Orge : http://attac.org/fra/grou/doc/doc08.htm

Le 5 février prochain des manifestations auront lieu à Nantes, à Paris et peut être ailleurs en France. « Prenons nos affaires en main et mettons en place le contrôle citoyen du transport maritime mondial. » A l Instigation de plusieurs groupes locaux de la façade atlantique des collectifs regroupant de nombreuses autres organisations se sont constitués pour organiser et mettre sur pied ces manifestations et actions.

Nantes : Rassemblement 15 heures, allée Brancas (entre la place du Commerce et Cours des 50 otages) Jean Claude Hervé attac44@attac.org
Ile de France : Rassemblement face à la Tour Total, à 15 heures, parvis de la Défense (24 cours Michelet, métro Esplanade de la Défense) Sylvain Palfroy pontoise@attac.org

Texte de l appel à manifester : http://attac.org/fra/grou/doc/44/4423.htm

Le 9 février prochain l association ATTAC s associe à la sortie du film "Charbons ardents", documentaire réalisé par Jean-Michel Carré. Ce film offre un regard très stimulant sur une forme de détournement du capitalisme qui est pratiquée depuis cinq ans dans une mine du Pays de Galles.

"Tower Colliery" était vouée à la fermeture en 1994. Décidés à défier la logique économique dominante, les dirigeants syndicaux ont convaincu les mineurs de racheter "leur mine" en réinvestissant chacun leur indemnité de licenciement.

La démocratie économique est devenue la règle pour les actionnaires-employés-dirigeants, l'absentéisme a chuté, la sécurité sur le lieu de travail est exemplaire, les salaires ont fortement augmenté, et la mine n'a jamais été aussi rentable. Cependant, lorsqu'il faut réfléchir sur le devenir de "Tower Colliery", la démocratie directe révèle des contradictions entre les projets politiques à long terme et l'évolution immédiate sur les fiches de paie...

Lors de la sortie du film au cinéma Arlequin, 76 rue de Rennes Paris 6è, le 9 février 2000 à 20h, un débat sera organisé en présence du réalisateur, Jean-Michel Carré, du président de Tower Colliery, Tyron O' Sullivan, et des représentants du bureau d'Attac. N'hésitez pas à venir !...

Pour finir, une initiative dont un groupe local est encore le fer de lance et l organisateur, à laquelle nous espérons tous vous voir... Le vendredi 25 février (Maison de la Jeunesse, 12 place de la Résistance, Saint Denis (93200), Métro: Porte de Paris) « Fiesta Latina » organisée par Attac 93 Ouest 93ouest@attac.org

Une réunion aura lieu avec en direct de la « cyberbase » de la maison de la jeunesse de Saint Denis un duplex : « webcam » et courrier électronique, avec le Brésil où deux membres du groupe local se seront rendus pour officialiser le jumelage. En plus pour que la fête soit complète, première mondiale d une chanson rap écrite pour ATTAC, Raï et musique latine sont au programme... Inutile de vous inviter à venir, venez ! ...

A bientôt au mois de Février
Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Equateur : appel à l aide.

Le message suivant est un appel à la solidarité internationale urgente et effective avec les peuples de l'Equateur et en particulier la CONAIE et les officiers qui se sont joints au soulèvement populaire convoqué par la Confédération des nations indigènes et le Parlement National Populaire.

Greta van den Bempt, correspondante du Grain de sable à Porto Alegre (Brésil) greta@attac.org

Equateur : l'état d'urgence viole les droits fondamentaux.
http://www.geocities.com/Eureka/Network/2251/accion2.htm

Ce matin, 25 janvier, Alexis Ponce, responsable de l'assemblée permanente des droits de l'homme APDH, nous informait par téléphone qu'une campagne de chasse aux sorcières se développait en Equateur contre les jeunes officiers qui ont répondu à l'appel du Peuple et se sont joint à la junte civico-militaire du gouvernement de sauvetage national le 21 janvier dernier.

En effet, quelques heures avant l'annonce faite par le général Mendoza de remettre le pouvoir entre les mains du vice-président Gustavo Noboa et ainsi dissoudre la junte civico-militaire, déjà les forces de répression se préparaient. Le gén. Jaime del Castillo armait près de 400 soldats et leur ordonnait d'aller à "L'Arbolito", - le parc se trouvant à quelques rues du Palais Législatif et lieu de concentration des indigènes



et autres forces populaires qui soutenaient le soulèvement - afin de massacrer les indigènes. Selon nos informations, les soldats se refusèrent à obéir aux ordres. Les colonels patriotes qui se joignirent aux appels du Peuple et qui grâce à leur geste évitèrent le massacre du peuple désarmé, sont aujourd'hui victimes de poursuites et d'emprisonnement.

Pour le moment nous savons que le Ltn Col.Guillermo Pacheco, qui s'était réfugié au consulat vénézuélien de Guayaquil est arrivé aujourd'hui à Quito et a été arrêté puis transféré dans les bâtiments de l'intelligence militaire à Conocoto, une localité proche de la Capitale.

Le Col.Lucio Gutierrez, participant de l'éphémère Junte de Salvacion National de vendredi passé a été séquestré samedi matin à 5h, lorsqu'il se rendait avec son épouse dans la maison de membres de sa famille. Deux véhicules avec 8 personnes fortement armées qui s'identifièrent comme appartenant à l'intelligence militaire, ont intercepté le véhicule de Gutierrez et l'ont emmené vers une destination inconnue. D'après les autorités il est en état d'arrestation et injoignable, son épouse ne connaissant pas son lieu de détention.

L'assemblée permanente des droits de l'homme a présenté une demande d'Habeas Corpus en faveur de Gutierrez, le 24 janvier à laquelle il fut répondu par la négative par le "Alcalde" de Quitoau prétexte d'anomalies juridiques, le Col Gutierrez n'ayant jamais été présenté auparavant au tribunal (alcaldia). Aujourd'hui sera à nouveau introduit un recours en Habeas Corpus au Tribunal Constitutionnel, auquel nous espérons que Gutierrez sera présenté. Dans le cas contraire il faudra le considérer comme détenu-disparu.

Les accusations qui pèsent contre les militaires insurgés sont : conspiration, sédition, rébellion, ce qui signifiera pour eux de passer devant un tribunal militaire, plusieurs années de prison et la perte de leur ancienneté et de leur salaire. C'est pourquoi nous lançons un appel de solidarité envers les familles de ces officiers qui resteront sans aucune protection sociale et proposons la création d'un fond d'émergence pour venir en aide aux femmes et aux enfants des officiers.

La Ministre Mariana Yepez (Ministra Fiscal de la Nacion) a ordonné l'arrestation des députés sociaux démocrates Paco Moncayo et René Yandun, dès après la levée de leur immunité parlementaire, ainsi que la détention préventive de Vargas, président de la CONAIE et Solorzano, membres de la junte civico-militaire.

On vient de nous informer que Paco Moncayo a renoncé à sa qualité de parlementaire et exige d'aller en prison pour avoir participé au soulèvement populaire.

Nous dénonçons également les ordres d'emprisonnement qui pèsent sur le prof.Juan José Castello et la Lic. Maria Eugenia Lima, tous deux ex-députés du Mouvement Populaire Démocratique MPD, parti de gauche, membre du Front Patriotique, ainsi que ceux à l'encontre du Lic. Luis Munoz de l'association des juges, qui ont mené la prise du siège de la Cour Suprême de Justice le 21 janvier. Les dirigeants sont accusés de déprédations et préjudices aux installations de la Cour ainsi que de sédition. A cette liste s'ajoute le nom de Napoleon Saltos, ex-député de Pachacutik, parti d'opposition et dirigeant de la coordination des Mouvements sociaux, qui participa à la prise du Congrès et du Palais du gouvernement.

Nous dénonçons et alertons l'opinion publique internationale sur le fait que les organismes de défense des droits de l'homme, ainsi que les organisations populaires et leurs dirigeants qui participèrent aux soulèvement, sont dans l'impossibilité de communiquer. En effet tous leurs moyens et sources de communication par Internet, leur téléphones cellulaires ont été coupés. Le service de Beeper à travers lequel l'Assemblée Permanente des DH envoie ses communiqués a reçu l'ordre de n'envoyer aucun message, d'après les dires d'un employé de la compagnie interrogé par Alexis Ponce dirigeant de l'APDH.

Nous dénonçons devant les Instances internationales le non-respect des droits des citoyens les plus élémentaires, comme le droit à l'expression. Cette impossibilité de communication permettant ainsi de cacher la répression et l'impunité qui s'abat aujourd'hui sur l'Equateur.

Nous dénonçons également l'attitude servile de la mal nommée "presse nationale", qui avec un manque total de professionnalisme a occulté au public équatorien la force du soulèvement, pour ensuite le présenter comme un coup d'état et finalement, sans aucune éthique, a diffusé les appels à la liquidation des indiens (déclarations racistes émanant d'un entrepreneur équatorien).

« La Hora », « El Hoy y el Comercio » et les autres journaux du pays, dans une moindre



mesure, se sont caractérisés comme étant au service de la continuité et de la désinformation.

Nous alertons l'opinion internationale de la reddition volontaire aux autorités compétentes du président de la APDH, Alexis Ponce, cet après midi à 16h00, après avoir prononcé les paroles suivantes : "Nous sommes tous des conspirateurs". Avec ce geste M Ponce démontre l'attitude insensée des autorités puisque plus de 200.000 personnes ont participé à l'organisation du soulèvement populaire pacifique, répondant à l'appel de la confédération nationale des indigènes de l'équateur (CONAIE) et du front patriotique.

Ce geste a eu le mauvais goût d'énerver la Ministre de la Justice qui a déclaré qu'aucun citoyen ne pouvait s'auto inculper.

D'autre part, Monseigneur Alberto Luna Tobar, archevêque de Cuenca, ardent défenseur des DH, qui aurait présidé le Parlement National Populaire qui refusait de reconnaître les trois pouvoirs de l'Etat, a déclaré dans le même sens que lui aussi était disposé à se rendre volontairement aux autorités. Dans un communiqué, la CONAIE a déclaré que ses dirigeants ne sont nullement cachés et qu'ils seront présents à leur bureau attendant leur arrestation.

Nous demandons aux organisations des Droits de l'Homme, à la presse internationale, aux instances internationales de Justice, à la société civile mondiale et aux gouvernements démocratiques :
- d'entreprendre une Campagne pour la libération immédiate des militaires et des civils actuellement incarcérés.
- Que soit déclarée une Amnistie Générale pour les protagonistes du soulèvement, comme l'a promis le Gén. Mendoza, quelques minutes avant de remettre le pouvoir à Mr Noboa, contre la volonté populaire.
- d'exiger la levée immédiate de l'état d'urgence réinstauré par M Noboa, annulant tous les droits constitutionnels et portant atteinte aux libertés des citoyens. Le maintien de ce décret viole la Convention américaine et le Pacte des Droits civils et politiques.
- qu'une enquête complète et impartiale soit menée sur les personnes blessées ou décédées durant le soulèvement de manière à identifier les coupables et leur appliquer les sanctions prévues par la loi.
- de garantir une aide médicale gratuite, les soins appropriés et des compensations aux personnes blessées par balle lors de l'usage inacceptable de la force.
- et de garantir les droits de la personne humaine et les libertés fondamentales conformément aux normes internationales ratifiées par l'Equateur.

Nous demandons d'envoyer des télécopies et des messages électroniques aux autorités équatoriennes aux adresses suivantes :

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA
Sr. Dr. GUSTAVO NOBOA
FAX 593 2 580735 ou 593 2 507 480
vpre@uio.telconet.net
MINISTERIO DE GOBIERNO Y POLICIA
Dr. Francisco Huerta Montalvo
FAX: 593 2 580067
MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL
FAX: 593 2 580431

Pour l'Humanité, contre le néolibéralisme

DECLARACION FINALE de la II° Rencontre Américaine pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme

5 Janvier 2000 Organisation "A Cova da terra" <covadaterra@alsernet.es>

Et finalement eut lieu la rencontre pour laquelle nous avions tant lutté - une rencontre de rêves, d'expériences et de volonté. Dans la ville de Santa Maria de Belém se retrouvèrent des femmes et hommes en lutte (de 24 pays d'Amérique et d'Europe) pour réaliser, sur les bords du puissant fleure Amazone, cette II° Rencontre Américaine pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme.

A ce grand événement, ont participé près de 3000 camarades (femmes et hommes). Des indigènes canadiens aux travailleurs argentins. Des noirs, indiens et brésiliens sans terre jusqu'aux zapatistes mexicains. Ce fut une rencontre importante et diversifiée.

Cette II° Rencontre a eu lieu à un moment où l'Amérique est pleine d'indignation et de révolte. Aux oreilles de toutes et de tous retentirent les cris des manifestations à Seattle, durant la réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Cette II° Rencontre a pris place à un moment d'extrême gravité pour notre continent. L'impérialisme nord américain - coeur et bras armé du grand capital- attaque tous les peuples d'Amérique. Non content de maintenir l'odieux blocus économique contre un pays souverain comme Cuba, il élargit son rayon d'action en



faisant la promotion d'actions déstabilisatrices du processus politique en marche au Vénézuela ; il s'allie au gouvernement mexicain pour l'agression contre les peuples indigènes du Chiapas et contre tout le mouvement populaire et révolutionnaire de Mexico; et, ce qui est plus grave, il cherche à développer son intervention militaire contre la rébellion populaire en Colombie. Pour cela, il installe des bases militaires dans les pays voisins et fait pression sur les gouvernements du Brésil, de l'Argentine, et du Pérou pour les embarquer dans l'aventure de l'invasion du territoire Colombien. Sous le prétexte de combattre le narco-trafic - un grand "business" financé par de riches hommes d'affaires- il envoie des contingents chaque fois plus important de conseillers militaires. Stopper cette escalade agressive est la tâche la plus urgente pour les peuples d Amérique. Pour cela, nous lutterons, au coude à coude, contre ces agressions. Dans le même état d'esprit, cette II° Rencontre a pris position en faveur de l'autonomie territoriale et de l'autodétermination économique, sociale, politique et culturelle des peuples.

Pendant cette II° Rencontre s'élevèrent de nombreuses voix.
-Celle des mouvements syndicaux, qui cherchent à défricher de nouveaux chemins pour résoudre les dommages résultant de l'exploitation (sans frein) non régulée provoquée par la mondialisation de l'économie. Ils luttent contre le chômage et pour la réduction de la journée de travail.
- Celles des jeunes du continent, qui, dès le début de leur jeune vie, se trouvent acculés au travail infantile, voient leurs droits à la santé et à l'éducation complètement niés, et, s'ils survivent, sont obligés de supporter le spectre du chômage
- Celles des petits agriculteurs ruinés par les projets qui profitent seulement aux "latifundistes" (grands propriétaires terriens), et par un système qui nie le crédit et l'assistance technique et pratique des intérêts usuraires.
- Celles des travailleurs sans terre qui, avec courage et organisation, luttent pour un lopin de terre à cultiver pour vivre.
- Nous entendons la clameur des indigènes en lutte pour récupérer leurs terres ancestrales, défendre la nature et affirmer leur culture.
- Également très fort le cri du peuple noir, qui jamais ne se rendit et continue à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage.
- De la même façon, dans le coeur des délégués, la détermination des mouvements de femmes, d'homosexuels et porteurs de nécessités spéciales, qui luttent avec bravoure pour conquérir des droits égaux et la dignité.
- Enfin, pendant cette Rencontre qui a eu lieu dans la capitale de l'Amazonie on ne pouvait oublier les voix de la flore. Elles étaient présentes: celle des "récolteurs de caoutchouc" et celle des écologistes nous ont rappelé qu'il est nécessaire d'exiger la fin du pillage de la nature, en particulier dans la région Amazonienne, en combattant toutes les formes de bio- piraterie et la déprédation du milieu naturel et en luttant pour la réforme agraire sous le contrôle des travailleurs.
- De la même façon, nous avons manifesté notre opposition absolue contre toutes les actions et projets qui détruisent massivement le milieu ambiant. Nous tous le savons : le capitalisme est un mal qui porte atteinte à l'existence de la planète.

* A Belém, NOUS avons décidé que le mouvement initié par ces rencontres doit continuer comme l'un des espaces d'articulation de la lutte de résistance des peuples américains. Et c'est pour cette raison que nous avons accepté le coeur content l'offre généreuse provenant de tous nos frères "Anishnabaie" Canadiens pour être le siège de la III° Rencontre américaine pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme. Sachant que nous nous verrons prochainement, cette fois dans les plaines de l'Amérique du Nord, reçus par des guerriers et des guerrières qui luttent pour leur liberté depuis plus de 500 ans.

* A Belém, NOUS avons décidé que la dynamique de ces Rencontres doit être un instrument d'organisation de notre lutte. C'est pour cela que nous en appelons à tous les Comités Préparatoires pour continuer la lutte. Nous assumons la grande tâche qui s'annonce déjà pour l'année 2000 : la participation au mouvement "Brésil, 500 Ans de Résistance Indigène, Noir et Populaire". L'année 2000, que tous et toutes s'unissent aux 2000 indigènes qui seront présents à Porto Seguro pour dire aux autorités qu'à partir de maintenant, au Brésil, "se seront d'autres 500". L'importance de cette lutte ne se résume pas au Brésil. Cette "II° Rencontre américaine pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme" a assumé de façon explicite l'héritage des 5 siècles de la résistance indigène, noire et populaire, revendiquant de renforcer le mouvement continental indigène, noir et populaire, son projet historique et sa stratégie unitaire.

* A Belém, NOUS avons demandé l'implication de toutes et de tous, sous des formes les plus diverses, à la lutte pour la liberté de Mumia Abu Jamal, militant des Panthères Noires,



emprisonné, isolé et condamné à mort, par un jugement inique aux États Unis.

* A Belém, NOUS avons demandé également que tous les pays d'Amérique participent à la "Marche Mondiale des Femmes 2000 Contre la Pauvreté et la Violence". L'émancipation du genre humain sera vraiment effective quand la dignité et la créativité des femmes seront reconnues en tous les actes de la vie quotidienne, petits et grands, en les sphères publiques et privées. La marche soulignera l'oppression des femmes et la nécessité de la construction de nouvelles relations non hiérarchiques dans les rapports hommes/femmes..

* A Belém, NOUS nous sommes prononcés en faveur de la liberté totale d'accès à l'information et aux productions culturelles de résistance par tous les moyens possibles. Pour atteindre cet objectif, nous proposons que se mettent en place des réseaux de communication permanents qui permettront l'articulation des luttes des organisations populaires qui s'opposent à la marée néolibérale, pour défendre l'humanité, en exerçant une intense vigilance afin d'accomplir le plein usage des droits humains.

* A Belém, NOUS avons décidé de mettre en pratique les principes de l'internationalisme et de l'unité des peuples. Pour cette raison, nous avons décidé de rejoindre les divers mouvements qui s'occupent de la dette externe, en présentant une proposition de réaliser un référendum sur le paiement de cette dette. Ce référendum devra être préparé avec le concours de millions de personnes. C'est un travail complexe, qui exigera la participation massive de beaucoup de frères qui n'étaient pas présents ici, mais la lutte a commencé. Nous avons quitté Belém décidé à trouver, pour les rejoindre, toutes les organisations populaires du continent pour la construction d'un NON retentissant à une dette illégitime et criminelle.

* A Belém, NOUS avons décidé que notre marche doit continuer et pas seulement au figuré Ainsi, nous étions en faveur de réaliser une grande "Marche Américaine" qui, commençant simultanément du Canada et du Brésil, parcourrait de nombreux pays du continent, stimulant et incorporant diverses luttes et manifestations locales, regrouperait un nombre chaque jour plus grand de camarades (femmes et hommes). Le point d'arrivée finale et de rencontre serait Ciudad Juárez, à la frontière du Mexique et des États Unis, où se trouve cet odieux mur de métal, protégé par des hélicoptères, des gardes et des chiens, séparant symboliquement l'opulence des riches et la misère des pauvres de notre continent, en incluant ceux des États Unis et du Canada. Pour que l'Histoire retrouve son cours, ce mur doit tomber. Au cours d'une manifestation avec des milliers de participants de diverses nationalités nous célébrerons notre unité et nous montrerons très clairement que le monde doit tourner d'une autre façon. Cet événement de répercussion mondiale signifiera un gigantesque pas en avant pour notre lutte. Une journée pleine de défis réalisés grâce à la lumière de nos bannières et de nos coeurs.

Pour transformer un tel rêve en réalité ,nous organisons en mars prochain, une réunion préparatoire au cours de laquelle nous devrons revoir tous les points et délibérer sur les prises de position et les stratégies.

* A Belém, NOUS avons assumé ces compromis et ces tâches. Pour cela, nous allons rester organisé de façon large, démocratique, diverse, nous alliant au maximum d'amis et d'alliés

* A Belém, entre le 6 et le 11 Décembre 1999, se leva la torche allumée au Chiapas, en 1996, durant la "I° Rencontre Américaine pour l'Humanité et contre le NéoLibéralisme". Sa lumière continuera à illuminer le continent.

Belém doPará, Amazônia Brasileira 11 Décembre 1999 164 Ans de la Révolution "Cabana"
Publié dans le Correo Informativo ATTAC n°19
Traduction : Brigitte Chassigneul
Groupe de traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Marche mondiale des femmes de l'an 2000.

Les 15 et 16 janvier une cinquantaine de femmes venues de 20 pays européens se sont réunies à Genève pour préparer le lancement européen de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Ce projet de Marche Mondiale appelle les femmes à se mobiliser à l'échelle planétaire contre la pauvreté et pour le partage des richesses, contre les violences faites aux femmes et pour le respect de leur intégrité. A ce jour plus de 3000 groupes de femmes dans plus de 150 pays qui participent.

Les participantes ont adopté une plate-forme qui indique leur détermination à marcher pour faire avancer leurs revendications pour une Europe solidaire, une Europe de la démocratie, une Europe sociale.



La Marche c'est d'abord et avant tout une action!

Les participantes ont mis au point un plan d'action dont les principaux éléments sont :
-un lancement européen de cette Marche à Genève le 8 mars, avec une conférence de presse suivie d'une Marche dans la ville ;
-une opération carte d'appui où des millions de personnes seront invitées à souligner leur volonté d'en finir avec la pauvreté et les violences faites aux femmes ;
- une marche sur Bruxelles se concluant par une manifestation européenne à Bruxelles le 14 octobre 2000 ;
-un rassemblement mondial le 17 octobre 2000 à New-York devant l'ONU où des déléguées de tous les participants à la Marche rencontreront Kofi Annan et lui transmettront les revendications soutenues au niveau mondial.

En France le 8 mars sera également l'occasion du lancement de la Marche des femmes avec notamment des manifestations de nuit.

Les différentes initiatives convergeront vers une grande manifestation nationale à Paris le 17 juin 2000

Adresse de la coordination : Marche mondiale des femmes 104, rue des Couronnes - 75 002 - PARIS Tél : 01 44 62 12 33 - Fax 0144 62 12 34 - E.mail : marchefem@ras.eu.org Internet : www.ffq.qc.ca/marche2000

« Motion Tobin » en Angleterre

Le député travailliste Harry Barnes dépose aujourd'hui (24 janvier) aux Communes une motion transversale soutenue par les membres de 4 partis politiques, et incluant deux anciens ministres, pressant le gouvernement d'étudier le principe d'une taxation des spéculations monétaires internationales, éventualité dont la popularité va en croissant constamment.

Voir ci dessous la motion et la liste des députés qui l'ont signée jusqu'à maintenant.

Il est souhaité que la Chambre des communes note que la spéculation internationale sur les monnaies atteint un chiffre de 1500 milliards de Dollars par jour qui n'est en aucune façon lié à des échanges réels de marchandises ou de services .

Qu'Elle note en outre qu'un flux spéculatif aussi énorme érode considérablement le pouvoir des gouvernements nationaux et des blocs régionaux et qu' Elle réalise, qu'un modeste prélèvement sur une telle spéculation, connu sous le nom de " Taxe Tobin " d'après celui du prix Nobel qui en a défini le concept, pourrait à la fois la faire diminuer et fournir un revenu substantiel de l'ordre de 250 milliards de dollars par an qui pourrait être utilisé à bon escient par exemple pour promouvoir le développement ou la protection de l'environnement .

Qu'Elle reconnaisse qu'une telle taxation devrait être aussi universelle que possible et prévoie des garanties en vue de limiter l'évasion fiscale ;

Qu'Elle prenne note de ce que la Taxe Tobin est déjà soutenue par le Gouvernement Canadien, le Gouvernement Finlandais et de nombreux groupes tels que " War on Want " etc...;

Enfin qu'elle demande au Gouvernement d'en discuter le principe avec ses partenaires dans les Organisations Internationales telles que l' OMC, le FMI ,le G8 et l'Union Européenne en vue de préparer un régime faisable de taxe sur la spéculation monétaire coordonné internationalement .

Harry Barnes - Tony Worthington - Tess Kingham - Andrew Stunell - Nigel Jones - Peter Bottomley - Dafydd Wigley - Norman Godman - Ann Cryer - Maria Fyfe - Alan Simpson - John Austin - Ken Livingstone - Lynne Jones - Bill Etherington - John McDonnell - Julia Drown - David Chaytor - Ian Gibson - Ernie Ross

Pour plus d 'Informations vous pouvez contacter Steve Tibbett <stibbett@waronwant.org>
Traduction Stan Gir
Groupe de traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Développements en Allemagne

La semaine dernière ATTAC France était invité à une conférence à Francfort réunissant diverses organisations allemandes. Voici le communiqué de presse issu de cette initiative.

CRÉATION D'UN RÉSEAU VISANT AU CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES MARCHÉS FINANCIERS PLAIDOYER POUR UNE TAXE SUR LES CAPITAUX SPÉCULATIFS ET LA SUPPRESSION DES PARADIS FISCAUX LA DÉRÉGLEMENTATION DES MARCHÉS FINANCIERS MENACE LA DÉMOCRATIE

Francfort-sur-le-Main, le samedi 22 janvier 2000

C'est à Francfort-sur-le-Main, le samedi 22 janvier 2000, que les représentant(e)s de plus de 50 organisations non gouvernementales



(O.N.G.), d'associations et de mouvements ont établi un réseau qui se fixe pour objectif d'instaurer un contrôle démocratique des marchés financiers internationaux. Des groupements religieux (PAX CHRISTI, KAIROS Europa et Missio), la confédération des organisations d'aide au développement VENRO, la section allemande des amis de la Terre (der BUND), le service d'information sur l'Amérique latine (ila), les jeunes socialistes (Jusos), la fondation pour une juste redistribution (Stiftung Umverteilen),l'association German-watch, l'organisation WEED, ainsi que des mouvements locaux ont pris part à cette rencontre.

"Le réseau vise," selon les termes d'Anja Osterhaus de KAIROS Europa "à ce que la société civile ait voix au chapitre dans la discussion sur la réforme du système financier international. Le sujet est en effet trop brûlant pour le laisser traiter par les banquiers, les bureaucrates et les spéculateurs. Les marchés financiers internationaux sont finalement le fer de lance de la globalisation qui se traduit sous sa forme actuelle par une minorité de gagnants et une majorité de perdants."

Au nom de l'O.N.G. WEED de Bonn, Peter Wahl a déclaré : "Les marchés financiers dictent de plus en plus aux gouvernements comment orienter leurs politiques économiques, sociales et relatives à l'emploi. En menaçant de retirer leurs capitaux, ils font chanter désormais même de grands pays industrialisés. Bien qu'ils n'aient été élus par personne, des banquiers, des spéculateurs et les gestionnaires de fonds douteux décident ainsi du sort de millions d'êtres humains. Le pouvoir politique doit reconquérir sa pleine souveraineté sur les marchés financiers."

"Les crises financières qui ont secoué l'Asie du sud-est, le Brésil, etc., ont montré" a poursuivi Peter Wahl dans son exposé, "que le système financier international doit être réformé de fond en comble. Des solutions de rechange existent, comme il ressort de nos propositions ici présentes."

Parallèlement à l'introduction d'une taxe internationale sur les transactions financières à court terme pour freiner la spéculation (ou taxe Tobin d'après le nom de son initiateur américain, James Tobin, prix Nobel d'Economie), le réseau réclame l'abolition des paradis fiscaux et des centres bancaires extraterritoriaux. A ce propos, le rôle du Liechtenstein dans le blanchiment de l'argent sale a été mis en exergue dans le contexte du scandale qui ébranle actuellement l'union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de l'ex-chancelier Kohl. L'interdiction d'institutions hautement spéculatives et d'instruments financiers, tels que des opérations à terme et certains produits dérivés, figure également au nombre des revendications.

Le réseau entend exercer une pression politique par des publications, des manifestations, des actions de pression et des campagnes de protestation. Il tient à coopérer étroitement sur le plan international avec le mouvement français ATTAC et des réseaux similaires tissés aux Etats-Unis et au sein de l'Union européenne. Un cercle de coordination a été mis en place pour préparer les activités du réseau. Le réseau est ouvert aux organisations et aux particuliers.

Adresse des interlocuteurs :
KAIROS Europa; Hegenichstr.22, 69124 Heidelberg, Téléphone : 0049 6221 712610; télécopieur : 0049 6221 781183; courrier électronique : kairoshd@aol.com
WEED, Bertha von Suttner Platz 13; 53111 Bonn, Téléphone : 0049 228-766130; télécopieur : 0049 228 696470; courrier électronique e-mail : weed@weedbonn.org; page d'accueil : www.weedbonn.org

Liste de discussion germanophone d'ATTAC, inscription : http://attac.org/listde.htm

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Vendredi : THIONVILLE – ROCHE SOUS FORON – ROANNE – ST QUENTIN – MORSANG SUR ORGE.
- Samedi : CABESTANY – LA ROCHELLE – TOURS – VITRY – MORSANG SUR ORGE
- Lundi : PARIS NORD OUEST
- Mardi : CRETEIL – PARIS 11 – PARIS 15 – QUIMPER - NICE